



15 PRISONNIER.E.S POLITIQUES KURDES PASSENT DE LA GRÈVE DE LA FAIM AU JEÛNE DE LA MORT

En grève de la faim depuis le 16 décembre 2018 dans différentes prisons de Turquie, **15 prisonnier.e.s politiques** membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et du Parti pour la Liberté des Femmes du Kurdistan (PAJK) ont annoncé entamer aujourd'hui, 30 avril, un **jeûne de la mort**, portant ainsi à un niveau supérieur la résistance contre l'isolement et le fascisme en Turquie.

Le 7 novembre 2018, la Députée du HDP **Leyla Güven** a commencé une grève de la faim dans la prison de Diyarbakir, exigeant du gouvernement turc qu'il mette **fin à l'isolement carcéral total imposé au leader kurde Abdullah Öcalan** qui, privé de tout contact avec ses avocats depuis 2011, n'a eu droit qu'à deux visites de sa famille au cours des quatre dernières années. Cette action avait pour objectif, non seulement, de mettre fin à la **violation grave des droits humains** résultant de l'isolement du leader kurde et de ses codétenus dans la prison d'Imrali, mais aussi de contraindre la Turquie à cesser sa **guerre antikurde** et à reprendre le **processus de paix** avec Öcalan et le mouvement kurde.

Aujourd'hui, **plus de 7.000 personnes, majoritairement des prisonniers politiques, participent à ce mouvement contre l'isolement et le fascisme en Turquie**. Parmi les grévistes de la faim, figurent trois autres Députés du HDP qui mènent leur action à Diyarbakir et des dizaines de militant.e.s kurdes et non-kurdes à travers le monde.

Dans la capitale européenne, **Strasbourg, 14 personnes, dont une ancienne Députée du HDP, sont en grève de la faim depuis le 17 décembre 2018**. Elles/ils demandent aux institutions européennes, en particulier au **Conseil de l'Europe** et à son Comité pour la Prévention de la Torture (**CPT**) d'intervenir auprès de la Turquie, conformément à leur mission, pour mettre fin aux violations des droits humains dans les prisons.

Tandis que l'état de santé des grévistes de la faim se dégrade dangereusement, les institutions européennes continuent à se murer dans un **silence totalement irresponsable**, violant ainsi les principes et valeurs mêmes qu'elles sont censées défendre.

Le mutisme et l'inaction des gouvernements et des institutions européennes face à la montée du fascisme en Turquie ont conduit plusieurs personnes à se donner la mort au cours des dernières semaines : Le 20 février 2019, un militant kurde s'est immolé par le feu en Allemagne. Et **depuis le 17 mars, sept prisonniers politiques, quatre femmes et trois hommes, ont mis fin à leur vie dans les geôles turques**.

Face à ce **silence qui encourage le fascisme, la dictature et la répression de toutes les oppositions en Turquie** et à l'indifférence profonde du gouvernement turc qui ignore totalement les 7.000 personnes en grève de la faim dans ses prisons, 15 prisonnier.e.s politiques kurdes ont décidé d'entamer aujourd'hui un jeûne de la mort.

Une fois de plus, nous appelons l'Europe et tout particulièrement le gouvernement français à **rompre le silence meurtrier** et agir immédiatement, avant qu'il n'y ait d'autres morts.

Nous exigeons du Conseil de l'Europe et du CPT qu'ils accomplissent, enfin, leurs missions en agissant auprès de la Turquie afin de **mettre un terme à l'isolement** que le régime d'Erdogan, encouragé par le silence des institutions européennes, fait subir depuis des années à M. Abdullah Öcalan.